

Un article du Figaro.fr du 11 novembre :

Élection tendue à la tête du Conseil économique. (11.11)

Foire d'empoigne au Conseil économique, social et environnemental (Cese). À cinq jours de l'élection de son président, l'un des deux postulants, Jean-Pierre Davant, met en garde solennellement : «Si l'on politise à l'excès le Conseil au point d'en faire une annexe de l'Élysée, on le dénature et on le décrédibilise, dénonce le patron de la Mutualité française dans sa lettre de candidature. C'est le sens même de notre Assemblée qui est menacé.» Jean-Pierre Davant estime avoir été trahi par Nicolas Sarkozy qui, après l'avoir poussé à se présenter, soutient Jean-Paul Delevoye, le médiateur de la République, qu'il a nommé parmi les 40 «personnalités qualifiées» et qui s'est déclaré candidat mercredi dans une lettre aux conseillers.

«On prédésigne à la tête de notre Assemblée un homme qui est certes respectable mais qui a été ministre, député, candidat à une présidence de région et à la présidence de son parti (le RPR en 1999, NDLR), s'indigne Jean-Pierre Davant, dans Le Nouvel Observateur. Ce président et ce gouvernement dépassent les bornes de l'acceptable. Ils politisent à l'extrême une Assemblée dont la fonction est de représenter la société civile.» Réponse sans ambiguïté de l'Élysée : «Jean-Pierre Davant n'a le soutien que de la CFDT et pense que, pour l'emporter, il doit politiser la campagne, s'emporte un proche du chef de l'État. C'est un canular, un procès d'intention.»

Si la candidature de Jean-Paul Delevoye porte, selon elle, «le sceau de l'Élysée», la CGT critique surtout «la tentative de reprise en main de notre Assemblée par le pouvoir» après la nomination d'un grand nombre de militants UMP ou de proches du chef de l'État parmi les personnalités qualifiées.

La liste Medef-CGPME-CCI retoquée

«On a critiqué la désignation en 1989 par François Mitterrand de Georgette Lemaire (chanteuse des années 1960, NDLR) mais, avec 30 UMP sur 40 noms, c'est bien pire», déplore un conseiller. La CGT n'appelle pas pour autant à voter Jean-Pierre Davant. «Croyez-vous que la CGT s'abstiendrait s'il y avait un risque de politisation au Cese ?», ironise l'Élysée. La CGT est en fait remontée contre la nomination de Raymond Soubie, le conseiller social du chef de l'État. L'architecte de la réforme des retraites - qui vient d'être élu, sans vote contre, à la tête du groupe des personnalités qualifiées - est accusé de vouloir diriger en sous-main le Cese. Il est aussi soupçonné aussi d'avoir proposé à Jean-Paul Delevoye de fusionner les sections du Travail et de la Protection sociale, au détriment de... la CGT qui préside traditionnellement la première. «Je n'ai jamais parlé de la compétence ou la composition des sections, dément Raymond Soubie, dont le parcours justifie, selon lui, sa nomination, et qui affirme ne pas être militant UMP. Et je ne suis ni candidat à une vice-présidence, ni à une présidence de section, ni à un poste de questeur.»

Dernière péripétie : la liste Medef-CGPME-CCI vient de se faire retoquer, faute d'avoir accordé au Centre des jeunes dirigeants (CJD) la place qui lui revient de droit. «On leur a fait part de notre candidat mais ils l'ont ignoré, raconte Michel Meunier, son président. La plus vieille institution française du patronat, qui forme les cadres de demain, mériterait un peu plus de respect.»

Un article du Figaro.fr du 16 novembre :

Parisot veut relancer le dialogue avec les syndicats. (17.11)

La présidente du Medef va inviter lundi les leaders syndicaux afin d'établir «*un agenda social sur les deux années à venir*».

«*Sur la réforme des retraites, le patronat et les syndicats n'ont pas cessé de discuter*». Après que cette réforme a donné lieu à de sérieuses empoignades entre le gouvernement et les syndicats, la présidente du Medef, Laurence Parisot, à qui les observateurs ont reproché son manque de tranchant sur le sujet, veut désormais regarder vers l'avenir. Objectif : relancer le dialogue social. «*Nous croyons à la force du paritarisme*», a-t-elle déclaré ce dimanche sur Europe 1. Et pour cela, elle va inviter les leaders des différentes organisations syndicales à se réunir pour établir un «*agenda social sur les deux années à venir*».

Pour la présidente du Medef, il faut trouver le moyen d'«*accélérer toutes les négociations en cours*», notamment celle sur la modernisation des institutions représentatives du personnel et sur la modernisation du paritarisme. Il faut aussi, selon elle, préparer «*des négociations évidentes sur les régimes de retraite complémentaires Agirc-Arcco*».

«*Le gouvernement doit établir plus de concorde dans notre pays*»

Laurence Parisot attend également beaucoup du nouveau gouvernement. «*Nous attendons du nouveau gouvernement une capacité à établir un peu plus de concorde dans notre pays*», a-t-elle affirmé.

Parmi les principaux dossiers qu'elle évoquera avec eux, le marché de l'emploi. «*Nous ferons un diagnostic du marché de l'emploi*», affirme la présidente du Medef. Fraîchement maintenu à son poste de premier ministre par le président de la République, Nicolas Sarkozy, François Fillon a déclaré dans un communiqué «*s'engager avec détermination dans une nouvelle étape qui doit permettre à notre pays de renforcer la croissance de son économie au service de l'emploi*». Pour la présidente du Medef, la création d'emplois passe par les TPE et les PME. «*Il faut avoir la PME attitude et se montrer solidaire avec ces entreprises, qui peuvent à la fois être les plus fragilisées, mais aussi les premières à repartir*».

«*Continuer à réduire les déficits*»

L'un de ses objectifs sera de rapprocher les juniors et les seniors. «*Il y a une idée fausse qu'on a beaucoup entendu, qui serait de dire: un senior qui reste plus longtemps dans le travail, c'est un emploi pour un jeune en moins*», a-t-elle insisté. «*Il faut que nous, entreprises, nous pensions la relation seniors juniors de la même façon. C'est pourquoi nous réfléchissons à la mise en place de mécanismes de tutorats entre juniors et seniors*».

Qui dit créer plus d'emplois, dit pour cela relancer la croissance. Donc continuer à réduire les déficits pour Laurence Parisot. «*Si nous continuons en ce sens, nous pourrions atteindre les 3% ou 4% de croissance d'ici 2015. Sinon, les questions sociales vont devenir dramatiques*». Le gouvernement a prévu de réaliser au moins 40 milliards d'euros d'économies dans le budget 2011. Objectif : ramener le déficit public de 7,7 % cette année à 6 % fin 2011.

Un article du Monde.fr du 23 novembre :

"Petits arrangements" entre Raymond Soubie et la CGT au Conseil économique. (24.11)

Le Conseil économique social et environnemental (CESE) est une institution bien singulière. Son nouveau président, Jean-Paul Delevoye, en a fait l'expérience le jour même de son investiture, le 16 novembre. Seul en lice pour la présidence du palais d'Iéna à la suite du retrait du président de la mutualité française, Jean-Pierre Davant, M. Delevoye rappelle dans son discours de présentation que sa candidature a reçu l'assentiment du chef de l'Etat et que ce dernier l'a nommé en tant que personnalité qualifiée, ce qui, a-t-il dit, "*est une marque de confiance et de respect, mais non d'allégeance*".

Puis l'ancien médiateur de la République, qui fut aussi président de l'Association des maires de France (AMF), s'emploie à expliquer aux 233 conseillers de la troisième assemblée française en quoi son parcours l'a, d'une certaine façon, préparé à assumer la présidence du CESE.

Dans cette assemblée à la culture faite, assure son doyen d'âge, "*de rigueur, de doigté et de tolérance*", le président du groupe de la CGT, Thierry Lepaon, demande alors la parole. Il reprend mot pour mot les critiques qu'il a formulées, quelques jours plus tôt, sur la politisation du Conseil et la tentative de reprise en main de cette institution par le pouvoir. M. Lepaon dénonce en termes vifs les choix opérés par le président de la République, n'excluant pas qu'ils s'apparentent "*à l'inscription au tableau d'honneur, aux petits arrangements entre amis, aux remerciements pour service rendu plus qu'au sens de l'intérêt général*".

Ce discours au canon, peu fréquent dans l'enceinte feutrée du CESE, ne manque pas de saveur : car la CGT a d'ores et déjà annoncé qu'elle s'abstiendrait lors de l'élection du président. Or cette décision joue contre la candidature de M. Davant, d'abord soutenue puis lâchée par l'Elysée, et sert indirectement celle de M. Delevoye...

Quoi qu'il en soit, la virulence de l'attaque cégétiste laisse des traces. Le candidat du syndicat à la vice-présidence, Pierre-Jean Rozet, n'obtient pas le nombre de voix suffisant pour être élu, alors que les candidats du Medef, de la FNSEA et même celui de la CFTC remportent leur vice-présidence sans problème. Le président du groupe des personnalités qualifiées, Raymond Soubie, qui n'a pas encore quitté ses fonctions de conseiller social de Nicolas Sarkozy (ce sera fait mardi 23 novembre), ne juge pas la chose à son goût.

La première organisation syndicale française ne peut pas se trouver exclue des instances dirigeantes du CESE, fait observer en substance M. Soubie, qui a toujours manifesté une certaine empathie à l'égard de la CGT. Le futur retraité de l'Elysée va plus loin : il suggère de créer une sixième vice-présidence et demande à ses nombreux amis ou obligés de soutenir cette fois-ci la candidature de la CGT. Ce qui est fait.

Il reste maintenant à entériner, dans le règlement intérieur, la création de cette sixième vice-présidence encore virtuelle. M. Lepaon est désormais fort mal placé pour continuer à dénoncer l'offensive sarkozyste au CESE. Quant au président Delevoye, le voilà averti : il sait qu'il a fort à faire pour rénover le CESE...

Un article d'AP du 29 novembre :

L'intersyndicale jaune se préoccupe de "la réduction des déficits" et s'en remet à... l'UE ! (30.11)

L'intersyndicale CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA a annoncé lundi des "initiatives" dans toute la France le 15 décembre contre "l'austérité" et pour la "priorité à l'emploi et la croissance", dans le cadre d'une journée européenne de mobilisation.

"Les politiques d'austérité décidées en France et dans la plupart des pays européens (...) mettent à mal la cohésion sociale, frappent les plus fragiles, risquent d'entraîner une nouvelle baisse de l'activité économique, un accroissement du chômage et de rendre impossible la réduction des déficits", déclarent les syndicats dans un communiqué commun diffusé lundi.

(En reprenant à son compte l'objectif de "la réduction des déficits" réclamée par les marchés, le FMI, la Banque mondiale et l'UE, ces lieutenants du capital s'alignent sur la position de la réaction, l'UMP et le PS, ils se font ouvertement les porte-parole du capital, qui pour parvenir à ce résultat s'attaque à tous les droits et acquis sociaux des travailleurs et justifie ainsi sa politique d'austérité en France et dans l'ensemble de l'UE. - Note du site)

Ils réclament "une relance économique tournée vers la satisfaction des besoins sociaux et respectant les impératifs écologiques". "Cela nécessite une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, des investissements publics et privés, un renforcement des régulations de la finance et de l'économie", ajoutent les cinq organisations.

(L'argument du "renforcement des régulations de la finance et de l'économie" est justement celui mis en avant par l'UE et le FMI pour subordonner encore plus les Etats au marché et laisser les mains libres au capital financier... - Note du site)

"La nécessaire réduction des déficits doit être le fruit d'une autre politique économique et sociale. L'Union européenne doit rapidement consolider les moyens de solidarité vis-à-vis des pays de la zone Euro dont les dettes publiques font l'objet de spéculations financières", poursuivent les syndicats.

(Fantastique, ces jaunes s'en remettent à l'UE qui est le fer de lance de la politique de saccage de tous nos droits. - note du site)

Contre "le dumping social", ils demandent notamment "la mise en place d'un salaire minimum dans chacun des Etats membres".

(Ils peuvent compter sur l'UE et le patronat qui s'emploient déjà à aligner la législation sociale des pays de l'UE sur le moins social d'entre eux, c'est leur tendre la perche pour qu'ils alignent le salaire minimum de tous les pays de l'UE sur le plus bas d'entre eux. - note du site)

Pour les syndicats, "l'Union européenne doit garantir les droits sociaux fondamentaux face aux règles du marché et de la concurrence", et "donner les moyens à des services publics de qualité de jouer tout leur rôle".

(Alors que l'Union européenne depuis sa création s'est employée systématique jusqu'à nos jours à liquider l'ensemble des droits sociaux des travailleurs ou à les tirer vers le bas, qu'elle préconise le report de l'âge du départ à la retraite dans tous les pays... L'UE a été fondé exclusivement pour le marché et pour laisser libre cours à la concurrence la plus féroce entre capitalistes, serait capable demain de devenir une institution au service du travail. A bas l'intersyndicale jaune ! - note du site)

"Face à ces enjeux", les organisations syndicales "interpelleront les décideurs politiques et économiques par des initiatives unitaires sur tout le territoire le 15 décembre 2010".

(Cela va certainement les empêcher de dormir ! - note du site)

Les syndicats précisent que ces actions seront organisées dans le cadre d'une journée de mobilisation à l'appel de la Confédération européenne des syndicats "*à la veille du sommet de l'Union européenne*".